



APRES LE VERDICT INACCEPTABLE DES SYNDICALISTES DE MARUTI NOUS EXIGEONS LEUR AMNISTIE ET LEUR LIBÉRATION IMMÉDIATE !

Samedi 18 mars 2017, des peines incroyables et inacceptables sont tombées pour les salariés du syndicat Maruti Suzuki Workers Union (MSWU) :

- 13 ouvriers dont 12 responsables du syndicat sont **condamnés à la prison à vie.**
- 4 travailleurs sont condamnés à cinq ans de prison.
- 14 autres sont condamnés à trois ans de prison. De fait libérés, car ils ont déjà passé 4 ans en prison !

COMMUNIQUÉ

21 MARS 2017

Les patrons de Maruti-Suzuki, les mêmes qui organisent en Inde les délocalisations ont mené de bout en bout une campagne haineuse pour exiger la peine de mort contre ces 13 syndicalistes pendant qu'ils licenciaient pour fait de grève 2500 travailleurs !

Rappelons qu'aucune preuve n'a été apportée de leur implication dans le décès d'un cadre de l'entreprise lors de la grève de 2012 alors que la direction avaient fait **pénétré en masse des milices lourdement armées contre les grévistes et que c'est** lors de ces affrontements qu'un incendie accidentel s'est déclaré au cours duquel ce cadre a péri.

Cette grève, engagée à l'initiative du syndicat MSWU, revendiquait que l'ensemble des travailleurs de l'usine bénéficie de la convention collective, et non, seulement 20 % de la main-d'œuvre.

Le 16 mars : 100 000 travailleurs de Manesar ont boycotté la cantine en solidarité. Le même jour, à l'appel des syndicats, des associations démocratiques et d'étudiants, des manifestations de solidarité ont eu lieu dans toute l'Inde avec comme seul mot d'ordre « Libérez les 13 de Maruti ! ».

L'annonce du verdict a provoqué, dans la classe ouvrière indienne comme dans le monde, colère et indignation. 30000 ouvriers ont ainsi décidés de débrayer le 18 mars de 21 heures à 22 heures.

Le combat de nos camarades en Inde qui se dressent contre cette décision infâme, inacceptable, révoltante, c'est celui de tous les travailleurs. C'est l'existence même du droit de constituer des syndicats qui est en jeu, en Inde comme partout dans le monde.

Le 23 mars, à Manesar en Inde, aura lieu une journée de mobilisation.

C'est pourquoi, la FNAS FO invite tous ses syndicats à prendre position pour exiger, sans attendre, par mail auprès de l'ambassadeur de l'Inde en France, son excellence Mohan KUMAR, amb.paris@mea.gov.in, **l'amnistie et la libération immédiate des syndicalistes de Maruti.**